

Pourquoi les médias égyptiens ont-ils passé sous silence le meurtre de deux coptes par un policier ?

écrit par Vent d'Est, Vent d'ouest | 6 janvier 2019



النائب العام
مكتب
النائب العام

بيان

أمر النائب العام المستشار نبيل أحمد صادق بإحالة المتهم المحبوس ربيع مصطفى خليفة إلى محكمة الجنايات لمحاكمته بجللة عاجلة بعد أن وجهت له النيابة العامة الاتهام بقتل كل من كمال عماد كمال ووالده عماد كمال صادق عمداً مع سبق الإصرار مستخدماً في ذلك سلاحاً نارياً.

وكانت النيابة العامة قد باشرت التحقيقات واستمعت لأقوال كافة شهود الواقعة الذين أكدوا ارتكاب المتهم لتلك الجريمة وضمنت النيابة العامة تقارير مصلحة الطب الشرعي التي أشارت إلى إصابة المجني عليهما بجراحين نارين مما أودى بحياتهما، وما أسفر عنه فحص السلاح الناري المستخدم في الواقعة والذي تبين أنه صالح للاستخدام وسبق استعماله بتاريخ معاصر للواقعة، كما ضمنّت النيابة العامة تقرير جهة الخبرة بشأن تفريغ المقاطع المرئية التي رصدتها كاميرات المراقبة بمسرح الواقعة والمتضمنه تصوير المتهم حال ارتكابه لجريمته وقد أوري ذلك التقرير أن تلك المقاطع جميعها صحيحة، كما تضمنت التحقيقات إقرار المتهم بارتكابه لجريمة قتل المجني عليهما عمداً باستخدام سلاحه الأميري علي النحو الذي يتسند مع كافة الأدلة التي أسفرت عنها التحقيقات.

٢٠١٩/١/٦

Le 12 décembre dernier, un policier égyptien a tué deux coptes – un père et son fils – dans la province de Minya (centre). Pourtant, l'affaire n'a pas défrayé la chronique.

Une négligence ?

Dans une Égypte où la presse est de plus en plus muselée, ce silence servirait plutôt à ne pas contredire le discours officiel sur les minorités, analyse notre Observateur.

Les coptes égyptiens, et plus particulièrement ceux du gouvernorat de Minya, garderont un souvenir douloureux des derniers mois de l'année 2018 : le 2 novembre, un bus de pèlerins se rendant au monastère de Saint-Samuel, à Minya, a été ciblé par un attentat de l'organisation État islamique, faisant sept morts et 19 blessés.

La colère des membres de la communauté – y compris les autorités religieuses – est alors grande car, en mai 2017, un attentat similaire avait été perpétré sur la même route, faisant 29 morts.

Moins d'un mois et demi plus tard, et toujours à Minya (245 kilomètres au sud du Caire), deux ouvriers du bâtiment coptes – Imad al-Maqdis, 49 ans, et son fils David, 21 ans – ont été victimes de coups de feu tirés par un policier durant son service, et dont la mission consistait... à garder l'église du quartier.

Deux vidéos documentent le double meurtre : les premières images sont extraites d'une caméra de surveillance, filmée ensuite par un téléphone portable, et l'on y voit le moment où le policier tire sur les deux hommes.

La seconde a été filmée juste après par un riverain, depuis un immeuble voisin.

Le policier y prétend que les deux hommes avaient essayé de lui prendre son arme de service, mais les images de la caméra de surveillance ont mis à mal sa version.

Sur cette première vidéo venant de la caméra de surveillance et filmée ensuite avec un portable durant une séance de visionnage, on voit le policier, en haut de l'écran à gauche,

parler d'abord avec le fils avant que les deux hommes soient rejoints par le père, à 1'35.

<https://www.facebook.com/M.thabet17/videos/2511843352176742/>

Si l'attentat du mois de novembre avait été largement commenté et dénoncé par des personnalités officielles – ministres, parlementaires –, dont certains ont même assisté aux funérailles des victimes, il n'en a pas été de même pour ce double meurtre.

En effet, les quelques médias égyptiens qui relatent l'affaire dans les jours qui suivent sont principalement des médias communautaires coptes, comme la chaîne Mesat TV.

Seule la chaîne égyptienne al-Sharq TV en avait parlé... mais elle émet de l'étranger.

Ce n'est qu'après l'inculpation officielle de l'agent de police le 18 décembre – que d'aucuns imputent aux remous de l'affaire sur les réseaux sociaux – que quelques sites égyptiens relayent l'information, en se contentant de reproduire le communiqué du procureur.



Décision du procureur général de la mise en examen du policier accusé du meurtre des deux coptes.

Dans un tweet publié au lendemain de ces meurtres, l'archevêque de Minya, le Père Macarius, avait cependant déclaré que:

« ce qui s'est passé hier est plus grave que l'attentat du monastère Saint-Samuel, qui était l'œuvre de nos ennemis à tous. Alors que l'agression d'hier est le fait d'un membre du ministère de l'Intérieur, qui est censé protéger les gens et les institutions » :

« Sissi n'a pas intérêt à ce que ce genre d'affaires soit médiatisé »

Mina Thabet est un militant copte installé à Londres, et directeur du programme des minorités religieuses à la Commission égyptienne des droits et des libertés.

Une ONG dont le siège, au Caire, a suspendu ses activités suite à des arrestations de ces membres, comme ce fut le cas pour d'autres organisations de la société civile égyptienne.

Pour lui, ce silence des autorités n'est pas le fait d'une négligence, mais reflète la gestion de la question des violences communautaires à l'encontre des coptes par le pouvoir égyptien :

Depuis son accession au pouvoir, Abdelfattah al-Sissi s'est présenté comme celui qui allait sauver l'Égypte et les Égyptiens du terrorisme et de l'extrémisme religieux [Sissi est arrivé au pouvoir en 2013 suite à un coup d'État militaire contre le président Mohamed Morsi, issu de la formation des Frères musulmans, NDLR].

C'est une image qu'il a cultivée à l'étranger, pour s'assurer le soutien des puissances occidentales, mais également à l'intérieur du pays, pour s'assurer le soutien des coptes, qui ont été l'objet de nombreuses attaques depuis 2011. Il se dit le président de tous les Égyptiens, et laisse entendre que sans lui, ce serait le chaos.

Sissi n'a donc pas intérêt à ce que ce genre d'affaires soit médiatisé et use de sa mainmise sur les médias dans ce sens.

Depuis 2013, la situation des médias égyptiens ne cesse en effet de se détériorer, notamment après la « loi anti-terroriste » d'août 2015 qui impose aux journalistes de s'en tenir à la version officielle lors de la couverture d'attentats.

La liberté d'expression est en net recul dans le pays, à tel point que l'organisation Reporters sans frontières qualifie l'Égypte d' « une des plus grandes prisons au monde pour les journalistes ».

« Cela met à mal tout le discours officiel sur la protection des minorités »

Le terrorisme touche de nombreux pays dans le monde, l'Égypte ne fait donc pas exception quand elle est visée par l'EI.

Mais là, il s'agit d'un représentant de l'État, ce qui met à mal tout le discours officiel sur la protection des minorités.

Certes, les autorités religieuses n'ont pas voulu en faire une affaire confessionnelle, car le double meurtre a été la conséquence d'un conflit personnel entre le policier et les deux hommes.

Mais si l'on inscrit ce fait dans un cadre sociologique plus large, il me semble évident que la question confessionnelle a joué un rôle.

Les logiques de domination jouent un rôle dans les violences sociales, ce n'est donc pas un hasard si cette violence s'exerce par un individu issu de la majorité – les hommes de confession musulmane – à l'encontre d'individus de la minorité, a fortiori quand le premier est un représentant du pouvoir.

Tweet de l'archevêque Macarius :

»Après cet événement, il faut vérifier qu'il n'y a pas de personnes qui portent des armes aussi dangereuses alors qu'elles ne sont pas à même de contrôler leurs accès de colère. Le danger ne concerne pas que les coptes, il concerne tout le monde ».

<https://www.dreuz.info/2019/01/05/pourquoi-les-medias-egyptiens-ont-ils-passe-sous-silence-le-meurtre-de-deux-coptes-par-un->

[policier/](#)

Note d'Antiislam

Comme le note Patphil qui commente cet article:

Les associations de bienpensance , les journalistes en France se fichent pas mal de ce qui peut arriver à deux chrétiens !!!

Ah, si deux musulmans avaient eu le même sort en Italie, le tollé eut été général !

Etrange monde occidental !!